

## Décision Président de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane

## **ADMINISTRATION GENERALE ET MOYENS GENERAUX**

## SINISTRE RESPONSABILITE CIVILE – RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DE BEUVRY – INDEMNISATION D'UN TIERS – MONSIEUR CHRISTOPHE CHUFFART

Considérant que dans le cadre de la loi NOTRe du 07 août 2015, les Communautés d'Agglomération sont tenues d'exercer, au titre de leurs compétences obligatoires, la compétence « Eau potable » à compter du 1er janvier 2020,

Considérant qu'un sinistre survenu le 21 juillet 2025, suite à un désordre constaté sur le réseau de distribution d'eau potable, a endommagé l'équipement sanitaire de Monsieur Christophe CHUFFART, domicilié à Beuvry (62660), 5 rue Jules Ferry,

Considérant que suite à l'expertise menée le 22 août 2025 par le Cabinet POLYEXPERT, situé à Marc-en-Baroeul (59700), 87 rue du Molinel, mandaté par l'assureur de M. CHUFFART, un protocole d'accord a été conclu entre la Communauté d'Agglomération et Monsieur Christophe CHUFFART prévoyant une indemnisation de 350 € pour couvrir le préjudice subi,

Considérant que la responsabilité civile de la Communauté d'Agglomération est engagée et qu'il y a lieu d'indemniser Monsieur Christophe CHUFFART, pour un montant de 350 € conformément au protocole d'accord,

En vertu des délibérations du Conseil communautaire en date des 8 juillet, 29 septembre et 17 novembre 2020, 2 février, 16 mars, 13 avril, 25 mai, 19 octobre, 7 décembre 2021 et 31 mai 2022 donnant délégation au Président de autoriser l'indemnisation jusqu'à 5000 € des préjudices subis par des tiers lors de sinistres dans lesquels la responsabilité de la collectivité est engagée.

## Le Président,

**DECIDE** d'indemniser Monsieur Christophe CHUFFART, domicilié à Beuvry (62660), 5 rue Jules Ferry, pour un montant de 350 €, conformément au protocole d'accord établi par le Cabinet d'expertise POLYEXPERT, au titre de la responsabilité civile de la Communauté d'Agglomération, suite au désordre constaté sur le réseau de distribution d'eau potable, le 21 juillet 2025, qui a endommagé son équipement sanitaire.

**PRECISE** que la présente décision sera portée à la connaissance du Conseil communautaire lors de sa prochaine réunion.

**INFORME** que cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux par saisine de son auteur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Béthune, le . 2.5.NOV. 2025

Par délégation du Président La Conseillère déléguée,

Carreson

MANNESSIEZ Danielle

Certifié exécutoire par le Président Compte tenu de la réception en Sous-préfecture le : 2 7 NOV. 2025

Et de la publication le :

2 7 NOV. 2025

Par délégation du Président La Conseillère déléguée,

MANNESSIEZ Danielle